

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Champagne-Ardenne

ZAC du Bois Fortant - Rue Paulin Richier
08000 CHARLEVILLE-MEZIERES
☎ 03 24 59 71 20 - 📠 03 24 57 17 69

Charleville-Mézières, le 18 janvier 2006

Réf. : SA1-OM/CM-N° 06/056
Affaire suivie par Olivier MONTAIGNE
☎ direct : 03 24 59 71 24
mel : olivier.montaigne@industrie.gouv.fr

SICA à Harcy

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement

Visite d'inspection du 6 janvier 2006 de SICA à Harcy

Réf. : Plaintes téléphoniques de M. Cochet du 9 et 23 septembre 2005

Votre transmission référencée JA/JA/2005/4385 du 23 décembre 2005

P.J. : - Courrier adressé le 3 octobre 2005 au directeur de la SICA
- Projet d'arrêté de mise en demeure
- Projet d'arrêté complémentaire
- Procès verbal de délit

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

1. CONTEXTE

L'inspection des installations classées a reçu à deux reprises la plainte d'un riverain de la société SICA à Harcy les 9 et 23 septembre 2005. Celui-ci dénonçait les poussières excessives émises par cette société lors de son fonctionnement nocturne.

A la suite de la première plainte, l'inspection des installations classées a pris contact avec l'exploitant afin de lui demander des comptes quant aux supposées pollutions que son exploitation aurait produit. Celui-ci a expliqué un incident survenu dans la nuit du 8 au 9 septembre et que le nécessaire avait été fait (problème de manche percée). Dans ces conditions, l'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant son devoir de l'avertir de tout incident ou accident survenu sur son site.

Le 23 septembre, le plaignant a repris contact avec l'inspection des installations classées. Il a décrit le même problème que précédemment. Sans information de l'exploitant, l'inspection des installations classées a donc écrit à l'exploitant le 3 octobre 2005 pour l'informer qu'elle procéderait dans les semaines suivantes à une visite d'inspection inopinée.

De plus, il est opportun de préciser que cette société a fait l'objet de nombreuses plaintes au milieu des années 1990. A l'époque, les systèmes de dépoussiérage de cette société, qui a une activité de concassage de schiste ardoisier, étaient inexistants ou largement insuffisants. Ceci avait amené les riverains à se réunir en association de défense. Une visite de l'inspection des installations classées a alors conduit le préfet des Ardennes à prendre un arrêté de mise en demeure le 20 juillet 1998. Cet arrêté impose à l'exploitant de respecter la réglementation en matière de rejets atmosphériques. Celui-ci a alors procédé à la mise aux normes des installations de dépoussiérage en début d'année 1999.

2. VISITES D'INSPECTION

La nuit du 20 au 21 octobre 2005, Olivier MONTAIGNE, inspecteur des installations classées s'est rendu sur le site de la société SICA à Harcy. Celui-ci n'était pas en exploitation et personne n'était présent dans l'usine.

Dans ces conditions, le 6 janvier 2006, l'inspection des installations classées s'est à nouveau rendu sur le site afin d'effectuer une visite d'inspection. Participaient à cette visite Olivier MONTAIGNE et le directeur de la société SICA.

3. SITUATION

La société SICA a été autorisée par l'arrêté préfectoral n°3821 du 1^{er} avril 1980 à exploiter une unité de broyage de schistes ardoisiers sur la commune d'Harcy.

Cette usine est alimentée par une carrière qui est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2000/338 du 26 juillet 2000. Suite à la visite de la carrière par l'inspection des installations classées et le constat d'un défaut d'autorisation, l'entreprise a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure le 21 juin 2005 afin de régulariser sa situation administrative.

Le but de l'usine est de produire des paillettes destinées au surfacage des enrobés bitumineux (95% de la production est destinée à l'exploitation). La société emploie 15 personnes qui travaillent toutes sur le site de l'usine.

L'exploitant nous a informé que la société SICA indépendante jusqu'alors, a été rachetée en 2004 par un groupe européen dont le siège est situé en Bretagne. Ce groupe fournit environ 95 % de la consommation européenne des paillettes. La majeure partie de la production ardennaise part à l'exportation (Bénélux et Allemagne), avec un nouveau marché allemand pour 2006 qui va engendrer une augmentation d'activité de 50 % et une embauche pour le site d'Harcy. Cette embauche cumulée avec les départs en retraite pourrait atteindre le nombre de 10 personnes.

4. ASPECT ADMINISTRATIF

La société SICA a été autorisée par l'arrêté préfectoral n° 3821 du 1^{er} avril 1980 à exploiter une unité de broyage, concassage, tamisage, du schiste ardoisier et un réservoir de gaz butane de 18 000 kg relevant respectivement des rubriques n° 89 bis et n° 211 B1 de l'ancienne nomenclature des installations classées.

L'arrêté du 9 mars 1981 a régularisé l'activité de l'usine en l'autorisant à exploiter une installation de broyage de schiste ardoisier et à stocker les poudres d'ardoises issues du procédé de fabrication dans l'actuelle carrière.

Suite à une visite d'inspection du 21 janvier 1997, il a été constaté de nombreux changements concernant les équipements, ce qui constitue une modification notable des installations (cf. rapport référencé SA1-GP/JL-201/97 du 1^{er} août 1997). Sur proposition de l'inspection des installations classées, Monsieur le Préfet des Ardennes a alors pris un arrêté mettant en demeure le Président-Directeur Général de la SICA de déposer un dossier d'autorisation pour l'établissement d'Harcy.

Le 11 mai 1998, le directeur de la société a alors déposé un dossier de demande d'autorisation afin de régulariser sa situation. Ce dossier a alors été jugé recevable et les enquêtes publiques et administratives ont débuté.

Mais suite à différents échanges entre l'inspection et l'exploitant concernant des compléments à apporter au dossier, l'exploitant a demandé, par courrier du 17 mai 1999 adressé à Monsieur le Préfet des Ardennes, de « bien vouloir interrompre la procédure d'instruction ».

Dans son dossier de 1998, l'exploitant précise notamment qu'il exploitait plusieurs activités soumises à déclaration et 3 autres soumises à autorisation :

- Réservoirs de gaz inflammables (rubrique n° 1411) : 26 tonnes,
- Broyage, tamisage, ensachage de produits minéraux (rubrique n° 2515) : 220 kW,
- Stockage de produits minéraux pulvérulents 50 000 m³ (rubrique n° 2516) : 50 000 m³.

Depuis 1998, des nouvelles modifications ont été apportées sur les machines et le dépoussiérage. De plus, l'exploitant a récemment déclaré la modification de son stockage de propane liquéfié pour une capacité de 8.492 tonnes (cf. votre transmission du 23 décembre 2005).

Enfin, lors de la visite, l'exploitant a indiqué que des changements allaient intervenir dans les systèmes de broyage et tamisage ainsi que dans les installations de dépoussiérage.

Dans ces conditions, la société SICA exploite des installations ne correspondant plus aux deux arrêtés originels. Toutes ces évolutions apportées lors des 25 dernières années et rapportées ci-dessus constituent des modifications notables de l'activité de cette société telles que prévues à l'article 20 du décret n° 77-1133 du décret modifié du 21 septembre 1977, et sont de nature à exiger de l'exploitant qu'il dépose un dossier en vue de la régularisation de la situation administrative de son établissement.

5. ASPECT TECHNIQUE

Lors de la visite, les installations étaient en période de maintenance. Aucune installation de broyage, concassage n'était en fonctionnement.

• Installations de dépoussiérages :

En 1999, suite aux modifications apportées sur les installations de dépoussiérage, l'inspection avait procédé à un comparatif des mesures réalisées après et avant les modifications. Les mesures réalisées à l'époque montraient que l'exploitant respecte les valeurs seuils de l'article 27 de l'arrêté ministériel modifié du 2 février 1998.

La limite de 100mg/Nm³ pour un flux horaire de 1 kg est respectée. Ainsi, on trouve les valeurs suivantes :

- 26mg/Nm³ à la cheminée du four le 11 juin 1999,
- 8 mg/Nm³ pour la cheminée du circuit principal le 11 juin 1999.

De nouvelles mesures ont été réalisées sur les différents émissaires de l'usine lors du mois de décembre 2005. L'exploitant s'est engagé à nous les transmettre dès réception.

Par ailleurs, l'exploitant nous a signalé qu'il va changer le système de dépoussiérage du dernier émissaire non performant à ce jour. Il s'agit de l'émissaire situé au niveau des trois lignes d'ensachage. Les travaux sont prévus en février 2006. Ainsi, lors de la reprise d'activité, cette installation devrait être correctement dépoussiérée.

Toutefois, concernant les problèmes rencontrés par les rejets excessifs de poussière, l'exploitant a expliqué que cela était du à des manches percées dans les dépoussiéreurs. Il a ajouté que les manches percées ne pouvaient être systématiquement changées en cours d'exploitation afin de ne pas avoir

d'impact sur l'activité. Ainsi, il arrive que l'exploitant attende la fin de semaine pour changer un manche. Cela est inadmissible vis-à-vis des riverains et de l'environnement du site.

Il s'avère qu'en fonctionnement normal des installations, l'exploitant respecte les valeurs seuils de l'arrêté ministériel modifié du 2 février 1998. Cependant, en fonctionnement dégradé (manche percée), l'exploitation génère des nuisances insupportables pour les riverains de l'installation. Dans ces conditions, des mesures de contrôles doivent être prises immédiatement par l'exploitant afin de minimiser le fonctionnement dégradé de ces installations.

- **Dépôt de gaz combustible liquéfié de propane :**

Cette installation relevant du régime déclaratif (8,492 tonnes) de la rubrique n° 1412 de la nomenclature des installations a été déclarée le 1^{er} septembre 2005 à la préfecture des Ardennes. Celle-ci a été récemment installée sur le site et remplace l'ancienne cuve de gaz inflammable de 26 tonnes qui était présente depuis 1980.

Ces installations ayant été modifiées et la réglementation ayant évolué depuis 1980, il est nécessaire de fixer de nouvelles règles d'exploitation provisoires dans l'attente de la régularisation des installations. L'établissement doit respecter les prescriptions de l'arrêté type ministériel applicable à cette rubrique soit l'arrêté ministériel du 15 janvier 1980 relatif à la rubrique 211.

6. PROPOSITIONS

La société SICA exploite une activité de broyage, concassage, tamisage, du schiste ardoisier et plusieurs activités classées ne correspondant plus aux deux arrêtés originels. Nous proposons à Monsieur le Préfet des Ardennes, par application de l'article L.514-2 du code de l'environnement de prendre un **arrêté de mise en demeure** à l'encontre de la société lui demandant de régulariser sa situation administrative en déposant un dossier de demande d'autorisation dans un délai maximal de six mois.

Un projet d'arrêté allant en ce sens est joint au rapport.

L'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié prévoit que le préfet, sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du conseil départemental d'hygiène, peut fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement rend nécessaires.

Aussi, nous proposons de prendre un **arrêté préfectoral complémentaire** pour réglementer l'exploitation des installations de dépoussiérage ainsi que pour la cuve de propane liquéfiée. Un projet d'arrêté allant en ce sens est joint au rapport.

Rédigé à Charleville-Mézières	Validé à Charleville-Mézières	Vu, approuvé et transmis à Monsieur le Préfet du département des Ardennes,
l'inspecteur des installations classées	l'inspecteur des installations classées	Le chef de groupe de subdivisions des Ardennes,
signé : Olivier MONTAIGNE	signé : Anne-Emilie LARQUET	signé : Yannick JEANNIN